

## INTERVENTION DANS LE SPECTACLE *LE RÉSERVISTE* D'ANTOINE LAUBIN

Par Jean Blairon

Les organisateurs m'ont soumis à la question suivante : « Selon vous, de quels choix politiques l'organisation actuelle du travail et du chômage en Belgique est-elle le fruit ? »

Deux raisons essentielles m'ont fait apprécier la question.

D'abord parce qu'elle évoque clairement des **choix politiques**, dont le rôle reste prégnant n'en déplaise au discours dominant qui n'est même plus celui du laisser faire, mais celui du « se laisser faire » « on n'y peut rien, il faut bien s'adapter ».

En matière de choix politiques, P. Bourdieu nous invite à repérer les **agents efficaces**, ceux dont le poids a pu, à tel moment crucial, faire prendre aux débats et aux actions un sens déterminé et souvent difficilement réversible.

Ce qui ne veut pas dire, nous le verrons, que les choix effectués doivent tout à la rationalité, aux argumentaires approfondis et au débat démocratique.

La deuxième raison tient au fait que la question lie explicitement l'organisation du travail et du chômage. Il s'agit là d'une autre thèse de P. Bourdieu à propos du rôle de ce qu'il appelle précisément « l'armée de réserve de main d'œuvre » :

« L'institution pratique d'un monde darwinien qui trouve les ressorts de l'adhésion à la tâche et à l'entreprise dans l'insécurité, la souffrance et le *stress*, ne pourrait sans doute pas réussir aussi complètement si elle ne trouvait la complicité des *habitus précarisés* que produit l'insécurité et l'existence, à tous les niveaux de la hiérarchie, et même aux plus élevés, parmi les cadres notamment, d'une *armée de réserve docilisée par la précarisation* et par la menace permanente du chômage. »<sup>1</sup>

Il n'est pas inutile de réfléchir sur l'image de « l'armée de réserve » ; dans le domaine militaire, il s'agit de forces complémentaires qu'on peut mobiliser si les forces habilitées sont insuffisantes, font défaut ou sont décimées. Dans la guerre économique, c'est l'inverse : c'est l'existence de l'armée de réserve qui permet de dociliser la force de travail, de la faire adhérer contre son gré à une exploitation de plus en plus forte d'accepter la réduction des effectifs (il s'agit partout de « faire plus avec moins »).

Mais il faut aussi apercevoir un deuxième mouvement : le modèle du travailleur exploité est imposé en retour aux demandeurs d'emploi, qui sont « priés », avec une grande cruauté

1 P. Bourdieu, *Contre-feux, Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1998, p. 112.

sociale, d'accepter de se comporter comme « des salariés sans salaires, des entrepreneurs sans entreprise, des étudiants prolongés sans espoir de diplômes ou de qualifications. »<sup>2</sup>

Dans le monde du travail comme celui du non travail, nous trouvons en effet les mêmes techniques d'assujettissement<sup>3</sup> :

Dans le monde du travail	Dans le monde de « l'accompagnement social »
Fixation d'objectifs individuels par la maîtrise	Obligation de construire un projet de vie, un plan d'insertion, etc.
Instauration d'entretiens individuels d'« évaluation » (en fait de contrôle à peine masqué)	Instauration d'entretiens individuels d'« évaluation » (en fait de contrôle à peine masqué)
Promotion de la compétence et du mérite individuels	Obligation de faire la preuve qu'on est un demandeur méritant
Stratégie de responsabilisation impliquant une auto-exploitation	Stratégie de responsabilisation impliquant une culpabilisation
Exigence d'implication subjective à sens unique (il faut « se donner » sans garantie de réciprocité de la part de l'entreprise)	Exigence d'implication subjective sans participation à la définition de ce qui est demandé ni garantie de respect des droits

L'organisation actuelle du travail et du chômage est donc celle d'un encadrement complexe et d'une auto-mystification collective : qui se responsabilise dans le monde du travail en s'auto-contrôlant et s'auto-exploitant se « réalise » ; qui, privé d'emploi, se comporte comme un entrepreneur de son existence trouve ; ceux qui ne trouvent pas sont à activer, à « prendre par le collier pour être amenés au travail ». Ces « chiens perdus sans collier » d'un nouveau genre ont été définis ainsi par Monica De Koninck, du parti S.p.a, ça ne s'invente pas...

### COMMENT A-T-ON PU EN ARRIVER LÀ ?

Il est impossible de répondre à cette question en quelques minutes ; je ne pourrai que vous proposer une évocation (une succession de tableaux représentatifs) ; l'important, pour

2 P. Bourdieu, *Contre-feux 2, Pour un mouvement social européen*, Paris, Raisons d'agir, 2001, p. 53.

3 C'est ainsi que Pierre Bourdieu qualifie les pratiques néo-managériales : « fixation d'objectifs individuels ; hausses individualisées des salaires ou octroi de primes en fonction de la compétence et du mérite individuels ; carrières individualisées ; stratégies de « responsabilisation » tendant à assurer l'auto-exploitation de certains cadres qui, simples salariés sous forte dépendance hiérarchique, sont en même temps tenus pour responsables de leurs ventes, de leurs produits, de leur succursale, de leur magasin, etc., à la façon d'« indépendants » ; exigence de l'auto-contrôle qui étend l'« implication » des salariés, selon les techniques du « management participatif », bien au-delà des emplois de cadres ; autant de **techniques d'assujettissement rationnel**, qui, tout en imposant le surinvestissement dans le travail, et pas seulement dans les postes de responsabilité, et le travail dans l'urgence, concourent à affaiblir ou à abolir les repères et les solidarités collectives. » (Cf. *Contre-feux, Propos pour servir...*, op. Cit., pp. 111-112.

comprendre, c'est de repérer les grands tournants qui produisent une mutation sociétale du sens des situations.

La question pose un premier problème délicat, celui du « terminus a quo » (du moment/modèle de référence à partir duquel on commence à chercher les choix efficaces).

Il me semble que le programme politique dit des « prolétariens », mis à l'ordre du jour pendant la révolte de la Commune de Paris, constitue un terminus a quo pertinent.

Le programme communaliste réclamait en effet « l'organisation du crédit, de l'échange, de l'association, afin d'assurer au travailleur la valeur intégrale de son travail (...), l'organisation d'un système d'assurance communale contre tous les risques sociaux, y compris le chômage et la faillite. »<sup>4</sup>

Dans ce programme, nous trouvons à la fois une revendication en matière d'organisation du travail (l'association, la coopération, qui doit supprimer le paupérisme et l'exploitation), une solidarité (une partie des bénéficiaires des coopératives ou associations ouvrières de production devait être utilisée pour en créer d'autres) et une assurance très étendue contre tous les risques sociaux. Il y a aussi bien entendu des dimensions culturelles (comme la liberté absolue de s'associer, la liberté d'expression et le droit à une instruction laïque intégrale).

L'écrivain Bernard Noël qui a constitué le Dictionnaire de la Commune rapporte cette « scène » :

« Un troupeau de Communards, que l'on vient d'arrêter et qu'encadrent les Versaillais, passe devant la foule ameutée sur les boulevards, dans les parages de l'Opéra. (...) ». Dans cette foule qui a eu peur, des femmes, qui s'avancent vers les prisonniers, « arrachent la longue épingle qui retient ensemble chignons et chapeau, puis la manient à bout de bras pour crever les yeux sous les applaudissements et les rires. »

B. Noël poursuit : « Cette scène est exemplaire parce qu'elle met en scène un **meurtre du regard** que le pouvoir français commet régulièrement. »<sup>5</sup>

Ceci pour dire qu'à la question « comment en est-on arrivé là ? », il faut répondre tout net : **par l'imposition et l'auto-imposition d'un certain nombre d'aveuglements.**

Il paraît pertinent de décrire les mouvements sociaux de la période industrielle comme la tentative de réalisation du programme communaliste et d'acter la réussite partielle de leurs combats : la reconnaissance du rôle du travail essentiellement ouvrier dans la construction d'une société de Progrès, la redistribution au moins partielle des fruits de ce travail à ses producteurs, la mise en place d'une logique de solidarité et d'assurance collective, via un salaire différé (chômage, pension, etc.).

Dans la société industrielle, le travail est le **grand intégrateur** (pour reprendre cette expression de Robert Castel). Il n'a pas qu'une valeur matérielle. Les sociologues du travail lui reconnaissent une triple valeur immatérielle :

- il est l'occasion d'une contribution vécue à la production de la société ;
- il permet l'exercice d'une créativité collective (le collectif ouvrier s'organise d'une manière différente de ce qu'a prévu la maîtrise pour « faire tourner la machine ») ;
- le travail est l'occasion d'une socialité libre, de relations sociales non prescrites<sup>6</sup>.

4 B. Noël, *Dictionnaire de la Commune, tome 1*, Paris, Flammarion, 1978, p. 153

5 B. Noël, *La Castration mentale*, Paris, P.O.L., 1997, pp. 7 et 8.

6 C'est ce qu'établissent les travaux de J.-P. Le Goff et de D. Linhart.

Même dans les situations d'assujettissement qui existent aujourd'hui, cette triple valeur est toujours présente et je ne partage pas les raisonnements déstructurés et déstructurants de ceux qui mettent en doute la valeur-travail tout en ayant souvent un eux-mêmes d'ailleurs, et souvent des plus protégés...

Mais force est de constater que la centralité de la valeur-travail est aujourd'hui concomitante de la raréfaction de celui-ci et surtout d'une attaque systématique contre ce qui fonde sa valeur : la dimension collective.

Pour comprendre les termes de l'organisation actuelle sans tomber dans l'aveuglement d'Etat évoqué par Bernard Noël, il faut revenir à un autre moment-clé de mobilisation collective : les mouvements culturels et sociaux de la fin des années 60.

Là aussi, ils ont fait très peur et c'est dans la réaction réussie contre leurs revendications, et notamment dans leur « retournement » généralisé, qu'il faut trouver la clé de compréhension de l'organisation actuelle du travail et du chômage.

Dans ces mouvements, la conjonction des luttes culturelles (pour la liberté et l'authenticité du désir) et des luttes sociales a été plutôt ratée, ainsi qu'en témoigne l'échec du mouvement des « établis », ces étudiants abandonnant leur fac pour s'établir dans les usines, y rencontrer et conscientiser « l'avant-garde du prolétariat » et pour désaliéner les ouvriers. La greffe politico-culturelle n'a pas vraiment pris et ses effets les plus patents ont été la désorientation des luttes ouvrières et l'affaiblissement des syndicats (jugés comme aussi autoritaires que les petits contremaîtres dans les ateliers)<sup>7</sup>.

A partir de là, une fantastique entreprise de traduction/retournement a pu être réussie : les demandes de liberté et d'authenticité ont été retraduites en demandes de réalisation individuelle de soi et l'entreprise capitaliste s'est présentée comme le lieu privilégié de cette « réalisation »<sup>8</sup>. La réalité de la situation étant l'attaque systématique contre le collectif ouvrier. Les ouvriers devaient, selon les dires officieux d'un patron du Medef « ne plus se sentir ni chez eux ni entre eux dans l'entreprise ». Nous avons eu affaire à un double discours : « je vous ai compris, vous aurez la liberté et vous vous réaliserez vous-mêmes » ; mais il s'agit alors d'accepter d'être individuellement responsable : n'est-il pas légitime de récompenser les plus méritants ?

La réalisation de soi a donc été mise en avant pour cacher l'individualisation de la contrainte (il s'agit d'assumer le fait de l'exercer contre soi-même en se « responsabilisant » devant la menace extérieure (la concurrence mondialisée exigeant de tous, à l'intérieur de l'organisation, le consensus sans faille d'individus auto-contrôlés avec entrain si ce n'est jouissance sans trêve et sans faille...

Cette vague de traductions/trahisons a pu faire du problème initial (l'entreprise capitaliste) la solution finale.

Nous connaissons la suite : la conversion de la gauche aux vertus de l'entreprise capitaliste ; la mise en place par celle-ci de techniques d'assujettissement sophistiquées (comme le recours aux sous-traitants enchaînés par des « plans qualités », sans que le donneur d'ordre, lui, ne leur soit lié), l'adoption de ces techniques dans les services publics si ce n'est les associations...

C'est dans ce contexte qu'on va faire un pas de plus et entreprendre de réformer des politiques d'assistance devenues prétendument impayables.

7 Cf. l'analyse très documentée de J.-P. Le Goff in *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, La Découverte et Syros, 2002, pp. 211 et sq.

8 C'est la lecture établie par L. Boltanski et E. Chiapello dans leur somme *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

L'agent efficient de ce basculement dans notre pays est le Ministre Frank Vandenbroucke.

Il est piquant de rappeler que c'est dans le contexte d'une fraude sociale importante reprochée au SP que tout ça s'est déroulé. Le Président du SP, « apprenant » que de l'argent non enregistré dans les comptes du parti se trouve dans un coffre-fort, ne vérifie pas combien, ne s'inquiète pas de savoir d'où il vient et ordonne tout simplement à son homme de confiance de le brûler (sans toutefois prendre la peine de vérifier que l'incendie purificateur a bien eu lieu)<sup>9</sup>.

C'est sur fond de cet incendie non vérifié que le ministre part étudier dans une université anglo-saxonne, en revient deux ans plus tard converti à la « troisième voie » et invente l'Etat Social Actif, qui va surtout lutter activement contre une prétendue fraude sociale en contraignant chacun à s'activer pour prouver sa « responsabilisation ».

L'Etat social actif, c'est un programme de promesses non tenues, qui se dit soucieux de la possibilité de réalisation de chacun, y compris en dehors du marché du travail formel. La puissance publique n'entend plus se préoccuper de faire en sorte que le droit fondamental à un travail librement choisi ou accepté soit effectif, elle déplace l'action sur l'individu, sommé de faire la « preuve » qu'il se réalise en s'activant et se responsabilisant et échappant ainsi à des protections qui sont sauvagement requalifiées dans le registre de la dépendance...

Nous avons donc affaire à une équation truquée « sortir de l'ignoble dépendance = s'activer = se réaliser », incluant des mensonges patents : au rang des promesses, il y a la possibilité de s'activer en dehors du champ du travail formel ; au rang des faits, ce type d'activation n'est pas pris en compte, voire est requalifié en preuve qu'on ne se responsabilise pas dans la recherche d'un travail<sup>10</sup>.

Et c'est ce mélange d'aveuglement d'Etat (celui qui cherche du travail ne peut qu'en trouver, comme celui qui veut ne peut que pouvoir ; activer les demandeurs c'est les protéger (alors qu'ils perdent leur droit à l'assistance)) et de traduction/retournement qui permet le double mouvement dont nous sommes partis : la docilisation des travailleurs, la pression sur ceux dont l'emploi s'est éloigné et qui doivent s'intégrer dans l'auto-mystification de se conduire comme des entrepreneurs sans entreprises...

La chaîne de traductions ne s'arrêtera pas là puisque l'éjection des citoyens sur-numéraires tend à être requalifiée aujourd'hui dans le langage d'un romantisme révolutionnaire sous les termes de « sherwoodisation ». Les désaffiliés, qui disparaissent des radars des agents de l'Etat Social Actif, sont supposés se retrouver dans « la forêt de Sherwood » et y vivre une liberté en dehors de la cité du travail contraint... Cet ultime retournement pourrait permettre à ceux dont les positions sociales sont assurées de ne plus s'occuper de ceux qui ont basculé, avec, en prime, le petit frisson de la révolution... faite par les autres, bien entendu.



#### *Pour citer cette analyse*

Jean Blairon, « Intervention dans le spectacle *Le réserviste* d'Antoine Laubin », *Intermag.be*, [en ligne], Analyses et études RTA asbl, mars 2015, URL [www.intermag.be/504](http://www.intermag.be/504).

9 Evoquons ici les enquêtes de René Haquin pour le journal *Le Soir*.

10 Nous avons réalisé une analyse en profondeur de ce type de situation dans une recherche menée pour l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la jeunesse : « Qu'ont à nous apprendre les « NEETs » - Politiques sociales et violence symbolique », <http://www.intermag.be/toutes-les-analyses-et-etudes/444-qu-ont-a-nous-apprendre-les-neets>.